



Décembre 2008

Perspectives 2009 de la FCCQ

*À l'affiche en
2009 : les grands
projets et les
accords de
partenariat
économique*

À la fin de chaque année, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) présente ses perspectives pour la nouvelle année. L'activité économique en 2009 se déroulera sur un fond de crise financière, de ralentissement économique mondial et de récession aux États-Unis. Il va sans dire que plusieurs entreprises connaîtront des difficultés au Québec. La crise financière et le ralentissement économique touchent la confiance des consommateurs et des investisseurs. Non seulement les entrepreneurs auront-ils à conjuguer avec des revenus moindres, mais également avec un accès au financement considérablement rétréci. La FCCQ s'attend à une année difficile où la réalisation des grands projets économiques sera capitale et où de nombreux accords et partenariats commerciaux devront être négociés.

Perspectives mondiales

*Une crise
financière minant
la confiance des
consommateurs,
des investisseurs
et des entreprises*

L'effondrement du marché immobilier américain et la crise des prêts hypothécaires à risque élevé ont eu raison des marchés financiers mondiaux. Les faillites ou quasi-faillites de plusieurs institutions financières importantes ont causé une crise de confiance au sein des marchés et un manque de liquidité. À l'échelle planétaire, les institutions financières se désendettent et se recapitalisent en vendant leurs actifs et en restreignant leurs emprunts. Non seulement les bourses ont-elles encaissé des pertes considérables, mais les consommateurs et les entreprises subissent des conditions de crédit resserrées. En peu de mots, la crise financière détériore l'économie mondiale, dont la croissance avait déjà commencé à fléchir au début de 2008.

*Une économie
mondiale au
ralenti en 2009*

Le ralentissement de l'économie mondiale s'accroîtra en 2009, particulièrement dans les pays industrialisés. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que la croissance du PIB réel mondial passera de 3,7 % en 2008 à 2,2 % en 2009. L'activité de l'ensemble des économies développées devrait se contracter pour une première fois depuis la Seconde Guerre mondiale. D'ailleurs, l'économie des 30 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) devrait s'amoinrir de 0,3 % en 2009. En fait, la zone euro, le Japon et les États-Unis subissent déjà la récession. Du côté des pays émergents, la production continuera de croître, mais à un rythme ralenti.

*Des interventions
exceptionnelles et
une belle
coordination à
l'échelle mondiale*

Devant la crise, les principaux pays industrialisés sont intervenus vigoureusement afin de stabiliser les marchés financiers et de relancer leur économie. Malgré les nombreux plans de relance – se chiffrant dans les centaines de milliards de dollars – et une coopération internationale remarquable, plusieurs risques continuent de menacer l'économie mondiale. De nouvelles faillites d'institutions financières pourraient exacerber l'instabilité sur les marchés financiers. De même, un reflux plus prononcé des capitaux investis dans les pays émergents vers les pays développés, ce qui pourrait s'accompagner d'une dépréciation désordonnée des devises, risquerait de saper l'économie de plusieurs pays émergents.

Perspectives américaines

*Au banc des
accusés : la
titrisation et les
prêts
hypothécaires à
risque élevé*

L'éclatement de la bulle immobilière aux États-Unis a plongé Wall Street dans une crise financière sans précédent. Derrière cette bulle se trouvent les prêts hypothécaires à risque élevé, qui ont été financés par leur titrisation. La hausse du taux directeur de la Banque centrale américaine, le niveau élevé des inventaires immobiliers, la chute du prix des maisons et l'augmentation des défauts de paiement ont provoqué une dépréciation des titres de créance liés à ces prêts hypothécaires, mais également de ceux liés aux autres types de dette titrisée. D'une crise de liquidité, les marchés financiers sont passés à une crise de solvabilité puis à une crise de confiance. Les États-Unis sont en récession, et celle-ci promet d'être longue.



*Une récession
sévère et une
longue reprise en
2009*

Selon le National Bureau of Economic Research (NBER), l'économie américaine est officiellement entrée en récession au mois de décembre 2007. Ces 12 mois en font déjà la récession la plus longue des 25 dernières années, et ce n'est pas terminé. La contraction de l'économie américaine devrait se poursuivre durant la première moitié de 2009. La reprise s'avérera lente puisque les Américains n'ont pas d'actifs pour financer leur consommation : le taux d'épargne des ménages est excessivement bas. Notons, toutefois, que les mesures monétaires et fiscales de stimulation parviendront vraisemblablement à atténuer la durée et la sévérité de cette récession. La plupart des prévisionnistes s'attendent à un recul du PIB réel de près de 1 % en 2009 aux États-Unis.

*Une diminution
des dépenses de
consommation et
des
investissements
privés*

Au-delà de la crise financière, c'est dans l'effondrement de la confiance des consommateurs que la récession américaine prend sa source. En effet, la détérioration du marché de l'emploi, la dépréciation des actifs immobiliers, la chute des cours boursiers et le resserrement des conditions de crédit entraîneront vraisemblablement la plus forte baisse des dépenses de consommation des 50 dernières années. En cette période d'instabilité, les Américains vont reporter leurs achats importants et reconstituer leur épargne. Il en va de même des entreprises. Celles-ci remettront à plus tard leurs investissements devant les perspectives médiocres de bénéfices, devant le manque de liquidité et devant l'accès restreint au financement.

Perspectives canadiennes

*Une légère
récession, mais
une légère
croissance pour
l'ensemble de
2009*

Tôt ou tard, le Canada devait subir les contrecoups de la récession américaine et du ralentissement mondial. Étant l'un des pays les plus tributaires du commerce international, le contraire eût été surprenant. Ainsi, la Banque du Canada n'hésite plus à dire que l'économie canadienne est en récession. Cette récession, cependant, se trouve loin d'être aussi sévère que celle des États-Unis et des autres pays du G-7. Le recul des prix de l'énergie et des produits de base, la contraction de l'économie américaine et la perte de confiance des consommateurs et des entreprises influent négativement sur la croissance de l'économie canadienne. Toutefois, la dépréciation du dollar canadien, la politique monétaire expansionniste de la Banque centrale, la solidité des institutions financières, le bon état des finances publiques, les récentes baisses d'impôt et la vigueur du marché de l'emploi rendent l'économie canadienne plus résiliente à la conjoncture économique américaine et internationale. Les principales institutions financières au Canada prévoient une croissance du PIB réel variant entre -0,8 % et 1,0 % en 2009, soit une croissance anticipée moyenne de 0,2 %. Toujours selon la moyenne des prévisions de ces institutions, l'économie canadienne devrait se contracter de 1,6 % (taux annualisé) au quatrième trimestre de 2008 et de 1,1 % au premier trimestre de 2009. Elle renouera ensuite graduellement avec la croissance.

*Une faible
croissance des
dépenses de
consommation
appuyée par un
solide marché de
l'emploi*

Contrairement aux États-Unis, il ne devrait pas y avoir de recul des dépenses de consommation au Canada. Ces dépenses parviendront même à soutenir l'économie en 2009. La moyenne des prévisions de croissance des dépenses de consommation des institutions financières canadiennes est de 1,9 % pour 2009, une croissance deux fois moindre que celle de 2008. Bien que la confiance des consommateurs ait chuté au cours des derniers mois, il semble que la solidité du marché de l'emploi et la relative santé financière des ménages permettront de consommer tout autant sinon plus au Canada. Les prévisions du ministère des Finances du Canada sur le taux de chômage le confirment. Le Ministère ne prévoit qu'une hausse modeste du taux de chômage de 6,1 % en 2008 à 6,9 % en 2009 au Canada comparativement à une hausse importante de 5,7 % à 7,3 % aux États-Unis.

*Des
investissements
publics en hausse*

Du côté des investissements, il faut départager les investissements privés des investissements publics. La diminution de l'activité économique, le resserrement des conditions de crédit et le manque de liquidités de certaines entreprises freineront les dépenses privées en immobilisation. De même, la Société canadienne d'hypothèques et de logement prévoit une diminution de 16,1 % des mises en chantier d'habitations au Canada en 2009.



Par ailleurs, la plupart des gouvernements au Canada se sont engagés à accroître et accélérer les investissements publics en infrastructures. Toutefois, ces gouvernements démontrent une réserve à recourir aux déficits afin d'accroître temporairement les dépenses publiques pour stimuler l'activité économique. Pourtant, les gouvernements de par le monde n'hésitent pas à emprunter pour financer des politiques budgétaires et fiscales expansionnistes.

*Un compte
courant déficitaire*

Au-delà de l'atténuation de la croissance de la demande intérieure, c'est la diminution des exportations qui explique la raison d'une croissance pratiquement nulle au Canada en 2009. Le ralentissement mondial et la récession américaine n'auront pas seulement un effet négatif direct sur le volume des exportations canadiennes, mais également un effet négatif indirect sur la valeur de ces exportations. En effet, le ralentissement économique mondial s'est accompagné d'une très forte révision à la baisse du prix des produits de base et de l'énergie (céréales, denrées, métaux, bois d'œuvre, pétrole et gaz naturel entre autres). D'ailleurs, *The Economist*, la Banque Scotia et la Banque TD prévoient que le compte courant canadien sera déficitaire en 2009, une première depuis 1998. Toutefois, l'effondrement des prix des matières premières et le renforcement de la devise américaine ont fait chuter la valeur du dollar canadien au cours des derniers mois. Entre novembre 2007 et 2008, le dollar canadien est passé de 1,03 \$US à 0,82 \$US, soit une dépréciation de plus de 20 %. À défaut d'accroître significativement les exportations, cette dépréciation améliore déjà les marges bénéficiaires des exportateurs.

Perspectives québécoises

*Une économie
résiliente, mais
fragile en région*

Lorsqu'on se fie aux statistiques les plus récentes, l'économie du Québec semble avoir été jusqu'à présent isolée du ralentissement économique mondial et des récessions américaines et canadiennes. Le PIB réel pour les huit premiers mois de 2008 excède de 1,4 % celui des huit premiers mois de 2007. La création d'emploi, bien que faible, s'est poursuivie cet automne, et le taux de chômage a reculé à 7,1 % en novembre. Les livraisons manufacturières ont crû au cours des trois premiers trimestres de 2008, de même que les ventes de détail et de gros. Il y a, néanmoins, quelques ombres au tableau : les mises en chantier ont chuté de 2,8 % au cours des 11 premiers mois de 2008 par rapport à ceux de 2007, et les exportations internationales ont diminué de 2,9 % au cours des neuf premiers mois de 2008 par rapport à ceux de 2007. En fait, le recul de l'économie se fait sentir pour l'instant davantage dans les régions ressources que dans les régions centrales. Ces régions ressources ont en effet vu leurs revenus fondre avec la dépréciation du prix des matières premières et leurs activités économiques diminuer avec l'effondrement du marché immobilier américain. Les industries forestières et celles de la fabrication des produits en bois occupent une place importante dans leur économie.

*Une croissance
anémique en 2009*

Les prévisions des principales institutions financières sur la croissance du PIB réel au Québec en 2009 varient de 0,4 % à -1,0 %, pour une moyenne des croissances anticipées de -0,2 %. Le ministère des Finances du Québec table plutôt sur une croissance de 0,6 %. Ainsi, il n'est pas écarté que le Québec connaisse une récession en 2009, à tout le moins nous pouvons nous attendre à une croissance anémique. Le Québec avec ses nombreux projets d'infrastructures, son solide marché du travail et sa structure industrielle diversifiée devrait, néanmoins, faire mieux que l'Ontario et que plusieurs pays industrialisés.

*Des dépenses de
consommation
soutenues par un
solide marché du
travail*

Tout comme le Canada, le Québec devrait éviter une diminution des dépenses de consommation en 2009. Malgré que l'effondrement des cours boursiers ait miné la confiance des consommateurs, la faiblesse des taux d'intérêt, les réductions du fardeau fiscal, la diminution des prix de l'énergie et des denrées alimentaires ainsi que l'absence de mises à pied massives soutiendront une croissance faible des dépenses de consommation. De plus, le marché de l'emploi ne devrait pas trop se détériorer en 2009, ce qui soutiendra également la croissance des dépenses de consommation. Finances Québec estime qu'environ 28 300 emplois seront créés au net et que le taux de chômage n'augmentera que légèrement pour atteindre 7,6 %.



Perspectives économiques FCCQ – 2009

Des investissements en infrastructures en masse et en accéléré

Le réinvestissement massif et accéléré dans les infrastructures publiques et dans la capacité de production d'électricité d'Hydro-Québec soutiendra indéniablement l'économie du Québec en 2009. Les investissements du gouvernement du Québec dans les infrastructures passeront d'une moyenne de 3,6 G\$ par année entre 2003-2004 et 2006-2007 à 7,5 G\$ par année pour la période 2007-2008 à 2011-2012. De même, les investissements d'Hydro-Québec passeront de 3,6 G\$ en 2007-2008 à 4,5 G\$ en 2008-2009 et à 5 G\$ en 2009-2010.

Une diminution des ventes à l'étranger

La récession américaine et le ralentissement mondial entraîneront inévitablement une diminution des exportations du Québec. Le récent repli du dollar canadien devrait toutefois agir comme un baume sur les exportations du Québec. Le ministère des Finances du Canada anticipe que le dollar canadien devrait valoir en moyenne 0,86 \$US en 2009 comparativement à 0,95 \$US en 2008.

Un ralentissement touchant l'ensemble des secteurs

D'un point de vue sectoriel, le ralentissement se fera sentir dans l'ensemble des secteurs économiques du Québec, mais particulièrement dans les industries du secteur primaire, dans la construction et dans certaines industries manufacturières. La chute du prix des matières premières freinera l'activité dans les mines et en agriculture. De même, les difficultés dans la foresterie se poursuivront avec le faible prix du bois d'œuvre, l'absence de demande pour de nouveaux logements aux États-Unis et les nombreuses restructurations et diminutions des capacités de production. L'activité devrait également ralentir dans le secteur de la construction avec la diminution des investissements résidentiels, même si les nombreux projets d'infrastructures soutiendront la croissance dans ce secteur.

Des industries manufacturières en difficulté

Le secteur manufacturier dans son ensemble devrait connaître une croissance anémique avec des industries qui périclitent et d'autres qui poursuivent leur lancée. Du côté des industries qui connaîtront des difficultés, mentionnons celles de la fabrication des produits en bois, des meubles, des appareils électriques, des pâtes et papiers, des pièces automobiles, des matériaux de construction et de la machinerie. Les industries aérospatiale, ferroviaire et agroalimentaire devraient toutefois connaître une bonne année 2009. Étant donné la demande pour les appareils moins énergivores, les investissements en infrastructure et le développement des pays émergents, les carnets de commande dans les industries aérospatiale et ferroviaire sont bien remplis. Pour sa part, l'industrie agroalimentaire devrait également croître puisqu'elle dépend davantage de la croissance démographique que de la conjoncture économique et que la demande en provenance des pays émergents est en pleine croissance.

Une croissance positive pour le secteur des services

Enfin, encore qu'elle ralentira, la croissance dans le secteur des services devrait rester positive en 2009 grâce à la solidité du marché du travail. Parmi les industries de service qui connaîtront un ralentissement en 2009, notons : la finance et les assurances, le commerce de détail et de gros, les services de transports, les loisirs, l'hébergement et la restauration. L'industrie des services d'architecture et de génie devrait continuer à être fortement sollicitée en 2009 étant donné les nombreux projets en infrastructure. De même, celle des télécommunications et de la technologie de l'information pourrait croître étant donné le faible niveau de pénétration de la technologie sans fil au Canada. Relativement protégées de la conjoncture économique, les industries des services gouvernementaux et de l'administration publique continueront à croître comme par le passé.

Perspectives de la FCCQ

Assurer un accès au financement

Pour que les entreprises puissent malgré tout aller de l'avant avec leurs projets d'investissement, la FCCQ fera pression auprès des gouvernements afin qu'ils assurent aux entreprises un accès au financement dont elles ont besoin pour accroître leur productivité et pour innover. Rappelons que seul un accroissement marqué de la productivité permettra au Québec de faire face au défi du vieillissement de sa population et à la concurrence internationale. Le moyen le plus efficace de prémunir l'économie québécoise de la débâcle financière et économique de nos voisins du Sud est encore de miser sur notre compétitivité.



Accroître et accélérer les investissements dans les infrastructures

Pour rétablir la confiance et stimuler l'économie, les gouvernements du Québec et du Canada ont décidé d'accroître et d'accélérer les investissements dans les infrastructures. L'idée est excellente, mais encore faut-il que le développement de ces projets d'infrastructures aille bon train. À cet égard, les antécédents du Québec sont peu reluisants. Pour cette raison, la FCCQ a récemment mis en ligne un nouveau portail Internet destiné à faire le point sur les échéanciers de réalisation des grands projets économiques du Québec (www.quebecenavant.ca). Dès qu'un dossier connaîtra des difficultés, la FCCQ attirera l'attention des gouvernements sur celui-ci. Par ailleurs, la FCCQ encouragera le gouvernement du Québec à former un groupe ad hoc afin d'accélérer la réalisation des projets et d'accompagner, lorsque cela s'avérera nécessaire, les promoteurs dans la conception de leur montage financier. La FCCQ juge que ce groupe ad hoc devrait relever directement du premier ministre, ce qui assurerait son autorité et sa présence.

Concrétiser les accords et les partenariats commerciaux

Le ralentissement mondial et la récession aux États-Unis risquent de réveiller les vieux démons du protectionnisme chez notre principal partenaire commercial. Le cas échéant, la FCCQ défendra les intérêts de ses membres auprès des différents paliers gouvernementaux. D'autant plus qu'elle suivra de près de nombreuses négociations d'accords commerciaux et de partenariats en 2009 :

- 1) les nouveaux partenariats nécessaires à la mise en œuvre du Plan Nord;
- 2) l'accord de commerce élargi entre le Québec et l'Ontario sur les échanges commerciaux et la mobilité de la main-d'œuvre;
- 3) la concrétisation de l'entente sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles entre le Québec et la France;
- 4) l'entente sous l'égide du Conseil de la fédération concernant la libre circulation de la main-d'œuvre;
- 5) l'entente de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne; et
- 6) les négociations du cycle de Doha à l'Organisation mondiale du commerce.

Encourager le gouvernement du Canada à jouer un rôle de leader dans le cadre du cycle de Doha à l'OMC

Jusqu'à présent, dans cette crise financière, les gouvernements des principaux pays industrialisés ont fait preuve de coopération et de coordination. Un heureux aboutissement au cycle de Doha aiderait à rétablir la confiance et la croissance économique, mais surtout concrétiserait l'attachement des pays industrialisés aux marchés concurrentiels et ouverts. Le vingtième des emplois au Canada et près de 40 % de sa production reposent sur les exportations : le Canada aurait beaucoup à gagner de la signature d'un accord commercial multilatéral entre les 150 membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). À cet égard, la FCCQ encouragera le gouvernement du Canada à jouer un rôle de leader sur la question des systèmes de gestion de l'offre dans le secteur de l'agriculture. Un débat de fond doit avoir lieu sur ce sujet afin de moderniser ces systèmes, mais surtout afin de mieux positionner le Canada lors de la reprise des négociations du cycle de Doha.

Garantir la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée

Pour les gens d'affaires du Québec, la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée s'avère certainement l'enjeu le plus important. Dans un récent sondage Baromètre pour le compte de la FCCQ, il est indiqué que plus de 80 % des entreprises du Québec ont connu ou prévoient connaître des difficultés liées à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. La FCCQ continuera d'être très active dans ce dossier, notamment en tant que partenaire du Pacte de l'emploi et en organisant des colloques régionaux sur la question.



Perspectives économiques FCCQ – 2009

Répondre aux préoccupations des gens d'affaires

Conformément à son plan stratégique, la FCCQ poursuivra en 2009 ses efforts visant la croissance des entreprises québécoises. Elle continuera ainsi à orienter ses interventions sur les principales préoccupations des gens d'affaires du Québec :

- 1) l'innovation et la productivité;
- 2) la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée;
- 3) l'internationalisation; et
- 4) le développement durable.

Enfin, la permanence de la FCCQ profite de l'occasion pour vous souhaiter de joyeuses fêtes et une année 2009 pleine de succès, de bonheur et de prospérité !

Pour tout complément d'information

Jean Laneville, économiste principal
514 844-9571, poste 3244
jean.laneville@fccq.ca

Grâce à son vaste réseau de 162 chambres de commerce, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) représente plus de 40 000 entreprises et 100 000 gens d'affaires exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. La FCCQ est l'ardent défenseur des intérêts de ses membres au chapitre des politiques publiques, favorisant ainsi un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.

Perspectives économiques FCCQ – 2009 est une lettre économique qui vise à donner un aperçu de l'année à venir. Le document est produit une fois par année par l'économiste principal de la Fédération des chambres de commerce du Québec. Pour toute question ou commentaire, veuillez nous écrire à info@fccq.ca.

Les *Perspectives économiques FCCQ – 2009* sont disponibles en tout temps dans le site Internet de la Fédération à l'adresse <http://fccq.ca/publications/>

Fédération des chambres de commerce du Québec
555, boul. René-Lévesque Ouest, 19^e étage
Montréal (Québec) H2Z 1B1
www.fccq.ca
1 800 361-5019 • 514 844-9571